

Newsletter de février 2010



Newsletter de Pervenche Berès, Présidente de la commission emploi et affaires sociales du Parlement européen

Edito

12/01/10

Au cours de cette session de février, beaucoup de discussions ont été marquées par la situation dans la zone Euro, et en particulier dans un certain nombre de pays dont la Grèce. Ce qui est en train de se jouer ici, c'est la capacité de l'Union européenne et de la zone Euro à exercer la solidarité intérieure ou à laisser les marchés réorganiser leurs salles de jeu à l'échelle de la zone. Personne ne peut imaginer que l'Union européenne soit venue en aide à la Hongrie, à la Lettonie ou à la Roumanie, et laisse la Grèce entre les mains du FMI. Personne ne peut non plus accepter que des grandes banques d'investissement empruntent de l'argent à des coûts très bas pour prêter de nouveau à la Grèce afin de financer sa dette à des taux d'intérêt très élevés. Cet enjeu est un test pour la zone dans son ensemble.

C'est peut-être l'occasion pour la zone de mettre en place cette réelle gouvernance économique dont nous parlons depuis si longtemps. Certains se demandaient ce que cela pouvait signifier. Et bien je crois que là, nous en avons la démonstration: la réponse qui doit être apportée est à élaborer ensemble, à l'échelle de l'Union européenne. Et nous ne pouvons pas accepter que ce soit un pays qui définit seul les conditions en bilatéral avec la Grèce cela est aussi contraire à l'esprit de l'Union européenne. Cette session aura également été marquée par deux victoires des progressistes dans cet hémicycle.

C'est la première fois depuis le début de cette mandature, et cela est très significatif car nous avons assisté à une division, à une explosion des groupes de droite qui nous ont permis, d'abord avec le rapport de mon collègue et ami Marc Tarabella, de rappeler ce que sont les droits de la femme en matière de contraception et d'avortement. La seconde victoire pour les forces progressistes, avec une présence et un engagement très fort des socialistes et démocrates pour l'arracher cette victoire contre l'accord SWIFT, qui aurait permis aux Etats-Unis d'avoir accès aux données bancaires des opérations entre européens, au motif de la lutte contre le terrorisme, mais dont la protection des libertés individuelles et les risques d'espionnage économique étaient totalement sous-estimés. Maintenant il appartient à la présidence espagnole de renégocier un accord en tenant compte de ce vote du Parlement européen qui indique clairement, avec une majorité très large, que nous n'accepterions pas un accord dans lequel la protection des libertés et des droits des européens seraient bafoués. Je vous donne rendez-vous le mois prochain ici à Strasbourg au mois de mars.

Intervention de Pervenche Bérés lors de la session plénière à Strasbourg le 9 février 2010

Madame la Présidente, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Messieurs les Commissaires, ce débat est important, non seulement parce que l'euro est attaqué, mais aussi parce que jeudi aura lieu le premier sommet sous la responsabilité du président Van Rompuy. Je constate qu'aujourd'hui, les Européens sont fermes et convaincus que nous ne pouvons pas laisser le FMI intervenir en Grèce.

[Pour lire la suite](#)

Communiqués de presse

09/02/10

[Pour lire la suite](#)

11/02/10

Progressive Euro MPs back greek efforts to tackle the crisis[Pour lire la suite](#)

10/02/10

La fin du secret bancaire pour éradiquer 200 milliards d'euros d'évasion fiscale[Pour lire la suite](#)

05/02/10

Promoting the external dimension of EU social policies[Pour lire la suite](#)

05/02/10

Micro-finance Facility: MEPs reach deal with Council Presidency on sources of funding[Pour lire la suite](#)

29/01/10

Impact social de la crise: des réformes radicales s'imposent[Pour lire la suite](#)

29/01/10

Informal meeting of Ministers for Employment and Social Affairs in Barcelona 28-29 January 2010[Pour lire la suite](#)

Revue de presse

05/02/10

Tribune dans le Monde**L'UE a les moyens juridiques d'aider la Grèce, par Pervenche Berès**

On aura tout dit et entendu sur les difficultés que traverse actuellement la Grèce. Que la situation grecque se distingue d'autres cas semblables en raison de la durée de son déficit, que sa crédibilité a été entamée par les mensonges à répétition des autorités publiques sur la réalité de ceux-ci...

"Je ne me prononcerai pas non plus sur la polémique partisane qui relève (sans doute à juste titre) que le nouveau gouvernement socialiste hérite d'une situation désastreuse... Je souhaite revenir sur deux aspects : d'abord sur les spéculations qui ont été les plus vives en fin de semaine dernière sur l'éventualité d'un bail-out (plan de sauvetage) de la Grèce par les Etats membres de l'UE, scénario que certains rejettent car contraire aux traités et que d'autres invoquent par pragmatisme politique. La clause de no bail-out à laquelle beaucoup se réfèrent découle de l'article 123-1 du traité de Lisbonne : "Il est interdit à la Banque centrale européenne (BCE) et aux banques centrales des Etats membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite."

Pourtant, le même traité dispose dans son article 122-2 : "Lorsqu'un Etat membre connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison de catastrophes naturelles ou d'événements exceptionnels échappant à son contrôle, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut accorder, sous certaines conditions, une assistance financière de l'Union à l'Etat membre concerné. Le président du Conseil informe le Parlement européen de la décision prise."

[Pour lire la suite](#)

18/01/10

Crise économique : Pervenche Bèrès réclame plus de solidarité*Europolitique*[Pour lire la suite](#)

10/02/10

La zone euro sortira renforcée des difficultés actuelles*Agence Europe*[Pour lire la suite](#)

11/02/10

Les députés veulent se passer du FMI

Europolitique

[Pour lire la suite](#)

09/02/10

A New York, Pervenche Berès met en exergue la dimension extérieure des politiques sociales européennes

Agence Europe

[Pour lire la suite](#)

Agenda

Pervenche Berès sera l'invitée de l'émission Théma d'Arte le 16/02/10 à 20h35
Thème de l'émission « Les victimes de la crise »

Pour vous désabonner de cette liste, [cliquez ici](#)